

\*\*\*\*\*  
EU - REVIEW  
Activities of the Institutions  
of the European Union  
\*\*\*\*\*

432

N° 608 DU 8 JUILLET 1994

Information hebdomadaire aux  
Délégations de la Commission européenne  
sur les travaux principaux  
des Institutions de l'Union européenne

De la part du Secrétariat général - Horst-Jürgen TITTEL  
Service "Information des Délégations"  
BREY 6/348 - tél. 52375/52125 - téléfax 296.59.96

-----  
**EN CAS DE PROBLEME DE TRANSMISSION VEUILLEZ VOUS ADRESSER AU  
SERVICE FAX : Tél. 29.51206**



# COMMISSION EUROPEENNE

## EUROPEAN COMMISSION

FROM : C.E.C. - M174 WAERZEGGERS-UAN-ROMPAEY.L  
 TO : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON  
 REF : 4189090180 - 8-07-1994 16:37

TO: 7 MP408  
 7 MI406  
 7 MU400  
 SUBJECT: "Enc 1:608  
 TELEX608"

DISTRIBUTION

E.D.	
D.H.D.	
CHA/ADM	
POL.	
AGR.	
COM/TR.	<i>Hds</i>
DEVT.	<i>OF</i>
ECO/FIN.	<i>Sections</i>
P.P.A.	
S&T	
T.E.E.	
SUP AG.	
C.C.	

- 2 -

Voici un résumé des principales activités des Institutions de l'Union européenne :

**I. COMMISSION**

1. ENVIRONNEMENT : GESTION DE LA QUALITE DE L'AIR AMBIANT
2. BUDGET CECA 1995
3. AUDIOVISUAL SECTOR : EUROPEAN CONFERENCE
4. ERASMUS : RAPPORT ANNUEL 1993
5. TRANSPORT : REPORT OF THE WISE MEN
6. EU-ACP COOPERATION
7. BALTIC STATES : FREE TRADE AGREEMENTS
8. RUSSIA : TACIS PRIVATISATION PROGRAMME
9. PHARE AND EUROCHAMBRES : INDUSTRIAL TRAINING FOR VISEGRAD MANAGERS
10. ROMANIA : TRANSPORT
11. BLACK SEA ECONOMIC COOPERATION (TBLISI, GEORGIA)
12. PAYS DU MAGHREB : CREATION D'EMPLOIS ET SOUTIEN AUX PME
13. JAPANESE DEREGULATION PACKAGE : COMMISSION REACTION
14. CHINE : VISITE DE MR. PALEOKRASSAS - NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT (BEIJING, 2-4 JUILLET)
15. REPUBLIC OF KOREA : VISIT BY MR. PALEOKRASSAS (SEOUL, JUNE 30-JULY 1)
16. AIDES HUMANITAIRES : HAÏTI - KENYA
17. PREVISIONS

**II. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE**

1. RENCONTRE DE LA COMMISSION AVEC LA PRESIDENCE ALLEMANDE (BONN, 5 JUILLET)
2. PREVISIONS

**III. SOMMET TRANSATLANTIQUE**

1. RENCONTRE UE-CANADA

- 3 -

## I. COMMISSION

### 1. ENVIRONNEMENT : GESTION DE LA QUALITE DE L'AIR AMBIANT

La Commission a adopté le 4 juillet, une proposition de directive du Conseil qui prévoit l'adoption d'une approche communautaire pour l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air. Cette proposition au titre de l'article 130 S du Traité sur l'Union européenne est destinée à la préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement, et la protection de la santé des personnes.

La proposition prévoit :

- l'harmonisation de l'évaluation de la qualité de l'air dans l'Union;
- la fixation d'objectifs de qualité pour l'air, pour les principales substances nocives;
- les mesures à prendre pour le maintien ou l'amélioration de la qualité de l'air;
- l'information du public.

Ce projet de directive définit le cadre dans lequel sont fixés les grands objectifs concernant la qualité de l'air ambiant en laissant aux Etats membres le soin de prendre les mesures spécifiques pour réduire les niveaux de pollution sur leur territoire. Les objectifs de qualité, les méthodes de mesures, etc., seront arrêtés par le Conseil pour chaque polluant après une préparation à laquelle les Etats membres, les autorités scientifiques et techniques et les interlocuteurs concernés (ONG, industries...) seront étroitement associés.

Les objectifs de qualité devront être fixés avant le 31 décembre 1996 pour les substances déjà régies par les Directives et avant le 31 décembre 1999 pour les autres substances couvertes par la Directive.

En présentant cette proposition au Collège, M. PALEOKRASSAS a insisté sur l'intérêt pour l'Union de disposer d'un cadre uniforme d'appréciation de la qualité de l'air qui assurera une garantie de santé au citoyen communautaire. L'approche préconisée s'ajoutant aux normes d'émission relatives aux activités humaines devrait permettre de garantir un niveau élevé de sécurité dans l'Union. Cette proposition a le mérite, suivant la nouvelle approche en matière d'environnement, de considérer dans une perspective commune l'ensemble des sources de pollution qui peuvent affecter le milieu aérien.

### 2. BUDGET CECA 1995

La Commission a adopté le projet de budget CECA 1995 dont le volume est en nette diminution par rapport à 1994 : 291 millions d'Ecus au lieu de 393 millions l'année passée. A noter que le secteur CECA pourra bénéficier dorénavant des politiques horizontales financées par le budget général, par exemple dans le domaine de la recherche et dans le cadre de la politique régionale et sociale.

Côté ressources, plusieurs facteurs contribuent à la baisse des moyens disponibles dans le budget cet année :

- le solde net des activités financières de la CECA en 1994 est évalué à 125 millions d'Ecus. L'année dernière, ce poste apportait 150 millions;
- comme prévu dans les décisions concernant l'avenir de la CECA, le taux de prélèvement a encore été réduit (de 0,23 à 0,21%) dans l'optique de l'expiration de la CECA en l'an 2002.

- 4 -

En conséquence, les crédits devront être concentrés sur les dépenses sociales qui représenteront plus de deux tiers de l'enveloppe totale. Le poste "aide à la réadaptation" reste le plus important avec 114 millions d'Ecus. En outre, une attention particulière sera accordée au secteur acier : 60 millions d'Ecus seront affectés d'office au volet social acier. Toute recette supplémentaire sera également affectée aux mesures sociales en liaison avec les restructurations sidérurgique et charbonnière.

Pour le secteur "recherche" la dotation passera de 45 à 35 millions d'Ecus.

### **3. AUDIOVISUAL SECTOR : EUROPEAN CONFERENCE**

The European Conference on the audiovisual sector was held on 30 June, 1 and 2 July in Brussels.

The conference brought together some 300 persons, appointed by professional organizations which are representative at European level, or invited in their personal capacity by the Commission. Professionals from the countries in the European economic area and central and eastern Europe which have concluded an association agreement with the European Union were associated with the proceedings.

The conference was organized on the basis of two complementary modules : theme-based hearings and a study and forward planning group.

In the first module some 100 representatives of European professional organizations met to examine in detail the various questions raised by the Green Paper on audiovisual policy concerning :

- Community support mechanisms;
- pan-European prospects;
- rules of the game;
- convergence of national support systems.

The second module, a study group, heard contributions from some 12 well-known figures in the audiovisual sector and on this basis considered the main challenges that are facing and will face the European programme industry as it enters the 21st century.

Dans les débats du groupe de réflexion et de perspectives, tous les intervenants ont salué la tenue de cette Conférence qui constitue une opportunité pour l'avenir de la politique audiovisuelle de l'Union européenne dans le contexte des résultats du GATT. Plusieurs intervenants ont exprimé leur alarme quant à l'état et à l'avenir du cinéma européen.

La télévision, qu'elle soit publique ou privée, est l'investisseur le plus important dans l'industrie des programmes télévisuels et cinématographiques. Il est indispensable de lui assurer les moyens de le rester dans un contexte général marqué par une augmentation substantielle des coûts. Pour cela, certains intervenants ont plaidé en faveur d'une déréglementation, d'autres ont souligné la nécessité de veiller à une application effective et uniforme de la directive communautaire "Télévision sans frontières" tout en permettant la souplesse nécessaire pour tenir compte de la diversité des services et des situations nationales.

La nécessité de soutenir particulièrement la production indépendante a été largement appuyée par plusieurs intervenants.

La question du rôle du service public et du service privé a été évoquée. Nombreux ont été les intervenants qui ont souligné l'importance de la place du service public dans les Etats de l'Union.

- 5 -

Il a été très généralement reconnu que la distribution intra-européenne constitue le problème le plus important pour le développement de l'industrie des programmes, qu'il s'agisse de la télévision ou du cinéma.

Les intervenants qui se sont exprimés au sujet des pays d'Europe centrale et orientale ont souligné le devoir d'assistance de l'Union européenne. Ils ont insisté sur l'urgence de garantir à ces pays l'accès aux programmes communautaires. Certains ont suggéré d'aider ces pays à réorganiser leurs services publics de télévision.

En conclusion, M. PINHEIRO a décelé six grandes tendances :

- Nous assistons à une prise de conscience généralisée de l'importance économique, culturelle et sociologique de l'industrie des programmes et de son rôle stratégique dans la convergence des industries des télécommunications, de l'informatique et de la radiodiffusion : nous devons en tenir compte en dessinant l'articulation entre le secteur audiovisuel et la société de l'information;
- La possibilité de créer un marché mondial pour le secteur audiovisuel européen existe bien, pourvu que les conditions nécessaires soient réunies et que la spécificité culturelle du secteur soit sauvegardée;
- L'Europe possède une grande capacité créatrice et productrice mais qui a besoin d'être aidée afin qu'elle réalise son plein potentiel;
- En matière d'investissements financiers, nous devons disposer de moyens à la hauteur de nos ambitions, faute de quoi nous risquons de verser dans le "trome l'oeil"; les instruments que nous mettons au point pour l'avenir devront accorder une grande importance aux réseaux de distribution et à la formation; ils devront privilégier les fonds de garantie et les prêts à faible taux d'intérêt plutôt que les subventions à fonds perdus;
- En matière d'instruments réglementaires, nous devons distinguer entre accès et contenu. Si le premier domaine doit être libéralisé conformément aux recommandations du rapport du Groupe présidé par Martin BANGEMANN, les aspects relatifs au contenu des programmes, quel que soit leur mode de diffusion, méritent un traitement approprié en raison notamment de leurs spécificités culturelles et de leur impact sur la société;
- Une "stratégie du contenu" à la hauteur de nos ambitions peut et doit jouer un rôle essentiel dans la réalisation du potentiel de la société de l'information.

Par ailleurs, lors de la réunion de la Commission de cette semaine, M. PINHEIRO a évoqué les liens existant entre le développement du secteur audiovisuel et la mise en oeuvre de la Société de l'Information. Il a indiqué que la Commission sera saisie, après l'été, d'une révision de la directive "Télévision sans frontières", du programme MEDIA et de la stratégie de l'audiovisuel.

#### 4. ERASMUS : RAPPORT ANNUEL 1993

La Commission a approuvé son rapport sur le programme ERASMUS. Le rapport traite de la mise en oeuvre du programme pendant l'année universitaire 1993/94.

La coopération inter-universitaire poursuit son développement soutenu dans le cadre des 2.153 Programmes interuniversitaires de Coopération (PIC) financés par le budget communautaire. Pour l'année universitaire 1993/94, les nombres approuvés d'étudiants et d'enseignants mobiles s'élèvent respectivement à 103.894 et 8.060. Le Programme a des répercussions de plus en plus profondes au sein des établissements, auxquels il permet d'agir en faveur d'une meilleure qualité de l'enseignement et de développer des formules innovatrices de reconnaissance

- 6 -

académique. 1993/94 est la deuxième année de la participation des pays de l'AELE au Programme ERASMUS. Ces pays ont approximativement doublé leur niveau de participation par rapport à 1992/93 (soit 1.220 participations pour 1993/94), et représentent 8,5 % des participations et 6,8 % des étudiants éligibles dans les PIC.

#### 5. TRANSPORT : REPORT OF THE WISE MEN

Mr. OREJA received on 6 July the Members of the Wise Men Committee on road freight transport, that handed over their final report containing a series of conclusions and a number of recommendations in relation to the situation in the road haulage sector.

The main conclusions of this group of experts appointed by the Commission in July 1993 to investigate the economic and social situation in this sector in the Community can be summarised as follows :

The economic situation differs between the various Member States. Deregulation has brought about difficulties in some markets, in particular through liberalisation of intra-Community operations from 1 January 1993 onwards. The recent economic crisis has also strongly impacted on the sector. However, the problems have not been general throughout the Union and they have been largely connected to specific conditions in the various Member States : in the long established liberal markets there has been a remarkable stability, whereas in some newly deregulated ones operator numbers have risen and prices fallen. This latter, however, can be seen as an adjustment process.

The Committee therefore considers that the removal of quantitative barriers to entry and price controls is fundamental to the efficient operation of the road haulage sector and supports the Community policy with respect to cabotage and the ending of quantitative and price restrictions on international intra-Union movements.

On the other hand the Committee realises that competition in the Community road haulage market is not always fair. A considerable percentage of operations are being performed without the required authorisations. Existing Community legislation is often infringed, in particular in relation to driving and rest hours. Legislation has to be improved and enforcement enhanced.

In this context the recommendations brought forward by the Members of the group are centred in two themes : further harmonisation of existing community legislation and improved enforcement of this legislation.

#### 6. EU-ACP COOPERATION

DG VIII has brought out a detailed and well-illustrated publication on EU-ACP cooperation, the contents of which include coverage of the broad issues of EU-ACP relations and EDF operations in 1993. Moreover, there is a full guide to cooperation by country and by region providing details of each country's per capita GNP, exports, ratio of debt burden to exports, population growth rate, primary schooling rate and urbanization rate. Charts of total resources allocated to each country and the sectoral breakdown of NIP between sectors of activity complete the picture of individual countries.

The publication is a supplement to the ACP-EU Courier and can be obtained from DG VIII.

- 7 -

## **7. BALTIC STATES : FREE TRADE AGREEMENTS**

The Commission has concluded negotiations for a free trade agreement with Estonia, paving the way for free trade with all three Baltic Republics at the beginning of next year and marking a major step towards the European Union's goal of a free trade area with the whole of Central and Eastern Europe. The conclusion of talks with Estonia will lead to a formal initialling of the agreement next week. Negotiations have already been completed with Latvia and Lithuania, and free trade agreements were initialled with those countries on June 21 and June 27 respectively. The Commission is confident that all three trade regimes will be in place by January 1, 1995, the deadline set by the Council of the EU.

The aim of the Baltic Free Trade Agreements will be to establish a free trade zone for industrial goods. The EU will dismantle its tariffs and quantitative restrictions on goods in time for January 1, 1995. Estonia will remove its barriers by the same date, while Latvia and Lithuania will benefit from transition periods, meaning that they will have four years and six years respectively to dismantle remaining duties on sensitive products. Concessions have also been negotiated for agricultural and fisheries products.

The other provisions of the Agreements have been modelled on the Interim Agreements concluded earlier with the other central and eastern European countries. These include provisions on payments, competition rules, monopolies, customs cooperation and approximation of laws on trade and customs matters. Several protocols on processed agricultural products, customs cooperation and rules of origin form an integral part of the agreements.

In addition to the general regime, trade in textiles products will be ruled by specific provisions. Concerning tariffs, the EU has granted "binding" of the GSP regime for Latvia and Lithuania. Estonia will not face any tariffs for its textiles exports to the EU.

All three Baltic states will enjoy the right to special treatment of exports to the EU of goods made by newly established companies through an "infant industries" clause.

All three agreements will have to be ratified by the Parliaments of the three Baltic republics, but not by the national Parliaments of the EU's member states. Consultation with the European Parliament will be a matter for the Council of Ministers.

## **8. RUSSIA : TACIS PRIVATISATION PROGRAMME**

This week marks a turning point in the privatisation of Russian industry. Over the last 18 months, up to 20,000 Russian companies have been privatised through a voucher system, in which workers and managers have acquired shares for a nominal fee, while foreign investors, or even strategic investors from within Russia, have largely been barred from share ownership. On July 3rd the rules changed, paving the way for the second phase of Russia's Mass Privatisation Programme and opening the doors to the kind of direct large-scale domestic and foreign investment that will lead Russian industry to adapt swiftly to market forces.

It is in this context that Russia and the European Union are launching an important initiative to ensure that privatisation is followed up by successful industrial restructuring in some of Russia's larger companies. Under the programme, experts will give on-site assistance to twelve Russian businesses over a period of up to two years, helping them adapt to the market place by developing business and marketing plans,



- 8 -

improving accounting methods, cutting costs and boosting competitiveness. As such it marks one of the first, and one of the most significant, examples of Western aid to help restructure privatised companies in Russia.

The programme is being carried out by the Commission under its TACIS programme in collaboration with the Russian Privatisation Centre, whose chief executive officer, Mr Maxim BOYCKO, visited Brussels on July 4 for talks with Sir Leon BRITTAN.

The programme comes at a crucial juncture in the development of Russian industry. The formal privatisation process throughout the country is well advanced, but the process of full-scale adaptation to the rigours of a market economy is still in its early stages. It is vital, therefore, that privatisation is bolstered by long-term improvements in efficiency. It is hoped that the success of the programme, helping stabilise assisted companies and enhancing their ability to secure stable sources of financing, will set an example to other companies as well as reinforcing the privatisation process in Russia.

The EU's Twelve Companies Programme is an important part of its contribution to Russian privatisation through the G7, which is expected to discuss privatisation at its Summit in Naples later this week. At the G7 Summit in Tokyo last year, the Commission pledged \$ 100 million to support restructuring measures proposed by the Russian Government. The EU's support for these twelve companies marks the first stage of that commitment, and will provide funding to the tune of 8.4 million ECU through TACIS. This will be followed up by further commitments as the programme gets under way.

Sir Leon BRITTAN paid tribute to Russia's bold privatisation initiative, saying it was crucial to industrial reform. It would not solve the economic problems of Russia, nor would reform work without privatisation. He described it as the most successful piece of reform in Russia so far. The European Union, he said, was playing its part not only in privatisation but in post-privatisation.

That is why the EU is running a joint initiative with Russia to fund top-quality know-how and advice to 12 Russian companies. Sir Leon added that even though there were only 12 companies, the knock-on effect would be considerable on other companies all over Russia if the projects worked. The Russian Privatisation Centre would be central to disseminating the lessons learned from the EU projects, as well as co-managing them.

Mr BOYCKO said that the voucher system had brought about a truly historic transformation of the Russian economy. Its significance would be hard to appreciate for a while. Two thirds of Russian industry had been sold to the private sector through the voucher system. There was no other world parallel to this. It had led to 40 million shareholders, more even than the rest of Europe combined.

The substantial restructuring process will be difficult, BOYCKO said, although early signs were already encouraging : one out of ten managers were being kicked out by the voucher system, while in half the companies privatised, staff were already being laid off. Support would be needed by the international community, primarily in two ways :

- By supporting the in-flow of new capital. Setting up the Enterprise Fund, by the EU and the EBRD, had been helpful.
- By offering know-how and advice.

- 9 -

M. BOYCKO explained the new privatisation rules, saying that the aim of the first phase was to generate momentum and create wide share ownership, while the second stage was to generate investment. In the second phase, there would no longer be privileged access to share purchase for workers and managers, and foreign investors would be invited to participate on the same terms as Russian ones.

On the effect on the energy market, M. BOYCKO said electricity and oil utilities had already been opened up to sales, although there had been some curbs on foreign ownership.

He placed the TACIS projects in the context of the G7, saying they were an important part of the EU's G7 contribution to privatisation and restructuring in Russia. Germany and Japan were also beginning to move forward.

M. BOYCKO denied that investors might be waiting for a better economic climate before plunging into Russia, saying that from March to May 1994, 1 bn US\$ of equity had flowed into Russia, as against virtually none the year before.

He said the problems of crime were perhaps the greatest crisis facing Russia at present, although it had been given perhaps too much prominence in the West. He said the Mass Privatisation Programme had been designed with this in mind.

He said that the Duma (parliament) was proving much easier to work with than the old Supreme Soviet, for it was more organised and responsible. He said there was a real need for workable rules on bankruptcy, and a proper stock exchange market, as well as for rules on disclosure requirements. These were all major goals of the Russian government.

#### **9. PHARE AND EUROCHAMBRES : INDUSTRIAL TRAINING FOR VISEGRAD MANAGERS**

The European Union's PHARE programme has just completed the first of a unique "hands-on" management training scheme for managers from Poland, the Czech and Slovak Republics and Hungary.

Nineteen managers spent a month attached to businesses in 9 EU countries to observe at first hand how companies are managed in a market economy. Eurochambres, The European Association of Chambers of Commerce, matched managers from the footwear and wood and paper industries to firms ranging from a Greek furniture firm, Top Chair, to the well-known Dubarry Shoes in Ireland. The PHARE programme is funding the 700,000 ECU scheme. By the end of this year, another 80 managers working in electronics, food processing and construction will have followed similar programmes.

#### **10. ROMANIA : TRANSPORT**

Commissioner OREJA received Romanian Transport Minister NOVAC on 4 July. Discussion concentrated on the integration of Romania's transport system with that of the European Union, particularly in the area of land and air transport, as well as questions related to transit through Romania. Romania is also seeking Commission support in promoting private capital flows to fund transport infrastructure development.

- 10 -

#### **11. BLACK SEA ECONOMIC COOPERATION (TBLISI, GEORGIA)**

A representative of the Commission attended as an official guest the Fourth Meeting of Ministers of Foreign Affairs of the Black Sea Economic Cooperation (BSEC) in Tblisi on June 30. Welcomed by the President of Georgia, Mr Eduard SHEVARDNADZE, the meeting adopted a package of Resolutions which include the establishment of a Black Sea Bank for Trade and Development and a more formal structure and diplomatic immunities for the International Secretariat of the BSEC.

The Commission was represented by Michael LAKE, Head of the Commission's Representation in Turkey, who made a statement foreseeing cooperation with the BSEC within the existing budgetary frameworks of PHARE and TACIS, as is already the case in the Black Sea Environmental Management Programme to which the Commission is the biggest contributor, with 2 Mecu's. The BSEC has established a number of policy and operational Working Groups including trade and development, investments, transport, communications and - in Tblisi - a new Working Group on energy. It also established a new ad hoc group of experts to study how to re-write and construct modern road, rail, air and port networks to replace the communist models which are now obsolete in view of the independence of former Soviet block states and the opening of frontiers.

Among those attending the meeting, the biggest and most distinguished ever organised in the history of Georgia, were the Russian Foreign Minister, Mr KOZYREV, the Turkish Foreign Minister, Mr CETIN, and the Greek Foreign Minister, Mr PAPOULIAS, who accepted the Presidency of the BSEC until next April. The Director of the BSEC International Secretariat, which is in Istanbul, is Ambassador Evgeny KUTOVOY, a former deputy to Soviet Ambassador DOBRYNIN in Washington. His deputy, Ambassador BARUTCU, of Turkey, will visit Brussels on July 11-12, for talks with Commission services, including TACIS, customs and energy.

#### **12. PAYS DU MAGHREB : CREATION D'EMPLOIS ET SOUTIEN AUX PME**

La Commission a approuvé une proposition de règlement du Conseil dans le domaine de la création d'emplois et du soutien aux petites et micro-entreprises dans les pays du Maghreb.

La ligne budgétaire destinée à favoriser la création d'emplois au Maghreb, au delà des efforts communautaires à travers les protocoles financiers en cours, permettra à l'Union européenne de cibler directement un problème prioritaire dans le développement des sociétés de ces pays. Ce règlement fixe les modalités détaillées et les règles d'administration des actions financées sur cette ligne budgétaire.

Nonobstant les progrès accomplis au plan macro-économique, la situation de l'emploi au Maghreb reste très précaire et inchangé depuis l'année passée. Le taux de chômage frôle ou dépasse 20 % de la population active. Compte tenu de la croissance démographique - 1,8 % en Tunisie, mais encore 2,4 % au Maroc et près de 2,8 % en Algérie - et de la pyramide des âges, l'accroissement de la population active est proche de 4 % par an. Il est donc clair que la tâche des autorités est particulièrement difficile et les actions à mettre en oeuvre dans le cadre de ce règlement pourraient contribuer à amorcer un processus prometteur.

Ces programmes contribueront donc à rétablir un équilibre économique et social de la région méditerranéenne, facilitant ainsi à la fois l'intégration harmonieuse des pays du Maghreb dans l'économie régionale et leurs relations avec la Communauté.

- 11 -

### **13. JAPANESE DEREGULATION PACKAGE : COMMISSION REACTION**

The Commission has made its views on deregulation known to the Japanese government on numerous occasions, including most recently through an extensive series of discussions between Commission experts and Japanese government experts across a whole range of sectors in which government regulation plays a role. Sir Leon BRITTAN has written to Japanese government ministers in advance of the package announced last week. The Commission is aware, from its own experience of the Single Market programme, of the magnitude of the effort which will be needed over a period of years to make a success of deregulation. For this reason it attaches great importance to a regular, structured dialogue with Japan on regulatory matters.

Sir Leon made the following statement of Japan's deregulation efforts :

"The European Commission has been following Japanese efforts to design and implement a programme of deregulation with great interest. It is the view of the EU that only a sustained effort by the Japanese government to promote domestic demand-led economic growth together with a thorough-going implementation of a comprehensive deregulation programme will be able to bring the Japanese current account surplus down to a level acceptable to the international community".

The Commission services are currently examining the text of this package in detail, to determine to what extent it reflects views expressed by the EU and its Member States and is likely to improve opportunities for European exports.

Their initial reactions to the package are as follows :

The measures included in the package represent a step along the long road towards a Japanese economy free of unnecessary regulation. They are clearly the fruit of sincere efforts by both government and officials to translate the broad consensus on the necessity of deregulation which exists with Japan and the good intentions of previous Japanese governments into concrete measures.

Nevertheless, the package reflects the continued resistance to change by vested interests who profit from regulation. It is far from comprehensive and indicates that the date for introduction of a comprehensive deregulation programme is now put back to the end of March 1995. Across a range of important areas decisions of principle have again been postponed and regulations will be subject to further "review".

On individual regulatory questions, a first examination suggests that some issues of particular interest to the EU may be resolved, although sometimes with a considerable delay in implementation. Examples are certification of medical equipment, of electrical goods, and of car parts, a move to food labelling based on the "best before" principle, the expansion of customs facilities at Narita airport, and the admission of foreign test data for building materials and for pharmaceuticals.

In other sectors, only limited progress has been achieved, but some problems subsist such as the three-year waiting period for sales under liquor licences acquired by supermarkets. The Japanese side has announced the "relaxation" of this, whereas in fact, the relaxation applies only to supermarkets with a sales area over 10.000 m<sup>2</sup>. According to figures available, this applies only to around 100 stores, which represent some 7% of all supermarkets.

- 12 -

Even if the content of the package falls considerably short of expectations, the Commission is encouraged by the renewed commitment of the new Japanese government to deregulation, as demonstrated by its adoption of this package, which undoubtedly, should bring substantial benefits to the Japanese consumer. It will continue to work closely together with the Japanese government to lend its own experience of deregulation (in the Single Market process in Europe) and to press its views on deregulation measures of particular interest to the EU. In doing so, it will emphasise the importance of setting up a powerful, independent body to oversee the deregulation process, the need to involve representatives of European industry in advisory groups under the process, and the necessity to set strict deadlines for deregulation in the programme to be announced next March.

**14. CHINE : VISITE DE MR. PALEOKRASSAS - NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT (BEIJING, 2-4 JUILLET)**

Mr PALEOKRASSAS came to China to have high level talks on the Environment with the Chinese authorities. He had a most interesting meeting with Mr Song JIAN, State Councillor, at which they discussed future cooperation between China and the European Union in the field of the environment.

He subsequently met with Mrs Deng NAN, Vice President of the State Science and Technology Commission, who also hosted a banquet in his honour. During the in depth discussions with Mrs Deng NAN, several departments presented their role in Environmental Policy, particularly SSTC, the National Environmental Protection Administration and the State Planning Commission, Mr PALEOKRASSAS explained the Union's environmental policy to date, especially the 5th Action Programme which is the Union's response to Agenda 21. He commented very favourably on China's Agenda 21, and complimented Mrs Deng NAN on its high strategic quality. There was a fruitful discussion on specific areas for implementation of Agenda 21 where Chinese-EU cooperation could be strengthened.

Subsequently Mr PALEOKRASSAS addressed representatives of 12 departments on "The new development model". This is a different kind of economic development, a different model from the one used by industrialised countries to date, which in the past has been so wasteful of natural resources. This would be a new sustainable model, in which environmental concerns and costs would be integrated from the outset, and where the taxation base could be shifted from labour for the environment, leading to a healthier environment and a sustainable economy.

Dans son discours, M. PALEOKRASSAS a notamment souligné que le passage vers un nouveau modèle de développement ne sera pas rapide, dans la mesure où le modèle économique et social actuel a plus de cent ans. La transition nécessitera une bonne quantification des coûts et des bénéfices et de leur répartition, une modification des bases de taxation et l'introduction du nouveau modèle dans le monde pour éviter des distorsions. Pour résoudre les nombreuses difficultés, il faut rapidement prévoir plusieurs initiatives :

- préparer les bases de la comptabilité verte;
- préparer un programme de modification radicale des zones urbaines et envisager un modèle intégré de développement urbain et rural;
- démarrer un programme de recherche sur les implications économiques de la mise en oeuvre de mesures environnementales;

- 13 -

- entreprendre immédiatement des discussions avec les autres pays industrialisés pour s'entendre sur les efforts communs à entreprendre, de manière à pouvoir les incorporer éventuellement dans un nouveau "GATT vert". A ce sujet le Commissaire a insisté sur le fait que l'inclusion de principes de sauvegarde environnementale dans les règles du commerce international devrait permettre à la fois d'améliorer les performances économiques et la protection de l'environnement sans être utilisée comme nouveau moyen de protectionisme.

L'ensemble de ces initiatives devrait conduire à la construction et l'application universelle d'un nouveau modèle de développement permettant d'éviter une catastrophe environnementale, en établissant les fondations d'une relation harmonieuse entre l'environnement et la croissance.

En conclusion M. PALEOKRASSAS a exprimé le voeu que le peuple chinois, face à son potentiel énorme, adhère à ces principes de manière à ce que l'environnement puisse en bénéficier.

Ce discours a été reçu avec grand intérêt.

Mr GARVEY, Acting Director-General for the Environment will also be in Beijing from 6-8 July to attend the Round Table on China's Agenda 21. He will also meet with Mrs Derg NAN to have detailed discussions on environment. He will deliver an address at the opening session of the Round Table on 7 July.

#### **15. REPUBLIC OF KOREA : VISIT BY MR. PALEOKRASSAS (SEOUL, JUNE 30- JULY 1)**

This was the first visit by a Commissioner for Environment to Korea, which underlines the importance the Commission is now attaching to environment cooperation with this country. ROK (Republic of Korea) has recently shown much greater interest in international environment cooperation, having become active within the Commission on Sustainable Development, OECD and within its own region (with China, Japan and Russia).

It is therefore very timely that Mr. PALEOKRASSAS should visit Korea at this time, when preparations for an EU-Korea Framework Agreement are being made.

The visit was most successful. The atmosphere was most cordial, and the Commissioner met with 3 Ministers : Foreign Affairs; Trade, Industry and Energy; Environment; and made two addresses, one to the Forum on Environment of the National Assembly and one to the EC-Korea Automotive Industries Forum. Many Members of Parliament participated in the Forum on Environment.

With Environment Minister PARK, Mr. PALEOKRASSAS outlined that cooperation with the EU could take place after the signing of the Framework Agreement. There could be an exchange of letters which would cover exchanges of information, exchanges of technology, joint actions on research and development, and on education and training, visitors' programme and regular annual meetings at High Level, including at Ministerial Level.

This is the classical model for environmental cooperation, which we use with the USA, Japan etc. Since we attach so much importance to cooperation with Korea, both as a nation and as part of an environmentally crucial region, we would like to begin this cooperation as soon as possible. Minister PARK agreed enthusiastically with all the above, and requested that contacts should begin between officials to this end forthwith.

- 14 -

The Commissioner suggested that, as a specific action within this cooperation, Korea and the Commission could begin working together on car emissions, and on emissions from marine engines.

#### 16. AIDES HUMANITAIRES : HAÏTI - KENYA

La Commission vient de décider les aides suivantes :

- HAÏTI : Dans l'attente de la mise en oeuvre d'un plan global, la Commission a décidé 2 MECU d'aide pour quatre mois en vue de parer à une dégradation catastrophique des conditions de vie des populations les plus vulnérables. L'aide, de nature médicale et nutritionnelle, prévoit :
  - la récupération nutritionnelle des enfants mal nouris;
  - un soutien aux structures de santé;
  - une stabilisation des conditions de vie des populations les plus vulnérables.
- KENYA : une aide humanitaire de 589.163 ECU en faveur de 100.000 réfugiés somaliens installés dans 5 camps le long de la côte du Kenya.

#### 17. PREVISIONS

Au cours de sa réunion hebdomadaire ordinaire à Bruxelles, le 13 juillet, la Commission examinera :

- Harmonisation des dispositions essentielles en matière d'assurance-crédit à l'exportation d'opérations garanties à moyen et à long terme;
  - CE-Turquie : achèvement de l'union douanière;
  - PECO : stratégie à suivre en préparation de l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale;
  - Russie : directives de négociation d'un accord intérimaire entre la Communauté et la Russie concernant le commerce et les questions liées au commerce;
  - Kazakhstan : directives de négociation pour un accord intérimaire;
  - Kirghizie : directives de négociation pour un accord intérimaire;
  - Asie : stratégie nouvelle;
  - Afrique du Sud : inclusion au bénéfice du SPG en 1994;
  - Pays baltes : accords de libre échange;
  - Pêche :
    - = régimes d'accès à certaines zones et ressources communautaires;
    - = régime de contrôle applicable à la politique commune de la pêche;
  - Libre circulation des personnes : modèle type de visa.
- Les rencontres suivantes sont prévues :
- Sir Leon BRITTAN et M. van den BROEK reçoivent le Premier Ministre slovaque, Dr. Jan CARNOGURSKY (11 juillet);
  - M. PINHEIRO reçoit le Ministre canadien de la Communication et de l'Héritage national, M. Michel DUPUY (12 juillet);
  - Mme SCRIVENER reçoit M. James PROUTY, Président de l'American Chamber of Commerce (12 juillet);
  - M. CHRISTOPHERSEN reçoit le Ministre slovaque des Finances, M. Mitja GASPAREI (14 juillet);
  - MM. BRITTAN et van den BROEK reçoivent le Président de l'AELE, M. Jan Baldvin HANNIBALSSON (14 juillet);

- 15 -

- M. STEICHEN reçoit Mme Grete KNUTSEN, Ministre norvégien du Commerce (14 juillet).  
Par ailleurs, les déplacements suivants sont prévus :
- M. CHRISTOPHERSEN ira au BIS (Bank for International Settlements) et à l'Institut Monétaire Européen (Bâle, 11 juillet);
- MM. DELORS, BRITTAN et van den BROEK iront à la réunion transatlantique UE/Etats-Unis (Berlin, 12 juillet);
- M. OREJA ira à Washington où il rencontrera M. Federico PENA, US Secretary of State for Transport (14-15 juillet).

## II. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

### 1. RENCONTRE DE LA COMMISSION EUROPEENNE AVEC LA PRESIDENCE ALLEMANDE (BONN, 5 JUILLET)

La Commission a eu le 5 juillet à Bonn une réunion de travail avec le gouvernement fédéral pour préparer la présidence du Conseil. Des réunions bilatérales avec les membres de la Commission et les ministres ont eu lieu suivies d'une réunion plénière.

La Présidence allemande met dans son programme l'accent sur les objectifs et actions prioritaires suivants :

1. La lutte contre le chômage et le rétablissement de la croissance et de la compétitivité de l'industrie européenne (mise en oeuvre du "Livre blanc") :
  - rapport sur l'emploi et programme intégré PME;
  - schémas directeurs et financement TEN;
  - programme opérationnel infrastructures d'information, RNIS/orientations et action pluriannuelle, services postaux/service universel;
  - programmes spécifiques RDT;
  - stratégie changement climatique/taxe CO<sup>2</sup>/Energie;
  - programmes SOCRATES et LEONARDO.
2. L'amélioration des conditions de stabilité en Europe par une coopération renforcée avec les pays en Europe centrale et orientale :
  - mise en oeuvre des accords européens avec PECO et stratégie en vue de leur adhésion;
  - accords intérimaires avec les Etats indépendants de l'ancien Union soviétique;
  - pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient (accords euro-maghrébins, achèvement union douanière avec Turquie, nouvel accord avec Israël).
3. La lutte contre le crime international et la drogue ainsi qu'une politique européenne de l'immigration et du droit d'asile :
  - convention frontières extérieures, convention Europol, définition de réfugié, convention sur un système d'information européen.



- 16 -

4. La mise en oeuvre efficace du TUE sous l'angle du principe de subsidiarité et du besoin de simplification et d'allégement de la législation :

- élections municipales;
- accord interinstitutionnel "comitologie";
- financement des actions PESC et CJAI;
- rapport sur le fonctionnement TUE.

Lors de la conférence de presse, le Chancelier KOHL a dit être conscient que la présidence allemande suscite des espérances trop élevées mais l'affirmation de Konrad ADENAUER, selon laquelle unification allemande et unification européenne sont les deux faces d'une même médaille reste plus que jamais valable. La question d'unification politique se pose aux Européens comme aux Allemands.

Le président DELORS a rappelé "les souvenirs forts" de la précédente présidence allemande qui a permis deux impulsions décisives sur "le paquet n° 1" et sur la lancée des travaux sur l'UEM. Aujourd'hui la première tâche est politique :

- avoir de très bonnes relations avec le Parlement européen pour que celui-ci assume ses responsabilités;
- subsidiarité et transparence;
- sur l'application du nouveau Traité, il y a beaucoup à faire : mettre en place un dispositif digne de la PESC (pour la préparation des décisions, leur mise en oeuvre et leur financement) et sur le troisième pilier (où le processus est trop compliqué).

Pour le travail habituel, il faut :

- mener une réflexion d'ensemble sur les PECO pour les intégrer progressivement dans l'Union européenne et les rassurer sur le plan de la sécurité comme sur le plan économique (on en parlera dès le CAG du 18 juillet);
- dans un même mouvement, avoir conscience des problèmes du sud, donc développer des accords d'un nouveau type avec le Maroc et la Tunisie;
- Corfou a pris des décisions importantes sur le Livre blanc. Il restait six mois pour les mettre en oeuvre avant de faire un nouveau pas en avant à Essen;
- fixer les prix agricoles;
- trouver une solution à la question des ressources propres;
- l'environnement avec la question importante des écotaxes.

Sur sa conception européenne, M. KOHL a expliqué : "Il y a le Traité de Maastricht. C'est une très bonne base et c'est en fonction de cela qu'il faut s'orienter. Nous ne voulons pas d'une zone de libre-échange améliorée mais nous voulons construire une Maison Europe, telle que Maastricht l'a dessinée, fondée sur le principe de la subsidiarité. Nous voulons, en outre, que la Maison Europe résiste au temps. La question de sécurité doit donc être réglée. J'ai fait l'erreur de parler surtout d'économie à propos de l'Europe. Ce qu'il faut, c'est parler de liberté et de sécurité".

\*\*\*\*\*  
NDLR : Les délégations recevront par INFO-NOTE N° 18/94 un document détaillé sur les objectifs et priorités de la présidence allemande du Conseil ainsi qu'un article que M. Klaus KLINKEL, Président du Conseil, a écrit pour l'EUROPA-ARCHIV sous le titre "Germany in Europe".  
\*\*\*\*\*

- 17 -

## 2. PREVISIONS

Il y aura éventuellement un CONSEIL EUROPEEN EXTRAORDINAIRE à Bruxelles le 15 juillet (nomination du Président de la Commission).

Les points suivants figurent au projet de l'ordre de jour de la réunion du Conseil au cours de la semaine prochaine :

### Conseil "ECOFIN" (11 juillet)

- Débat public sur le programme de la Présidence allemande en matière ECOFIN;
- Follow-up Conseil européen de Corfou
  - = Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi;
  - = Grandes orientations de politique économique des Etats membres;
- Sommet économique occidental de Naples : Rapports de la Présidence et de la Commission;
- Assistance financière aux pays tiers
  - = Albanie;
  - = Slovaquie;
- Lutte contre la fraude;
- Fiscalité de l'épargne;
- Régime définitif TVA;
- Fiscalité des petites et moyennes entreprises.

Par ailleurs, il y aura trois réunions informelles :

- AFFAIRES SOCIALES/TRAVAIL (Dortmund, 8-10 juillet);
- ENVIRONNEMENT (Dresden, 15-17 juillet);
- AFFAIRES CULTURELLES (Würzburg, 15-16 juillet).

## III. SOMMET TRANSATLANTIQUE

### 1. RENCONTRE UE-CANADA

Le Premier Ministre canadien, le chancelier KOHL et le Président de la Commission ont tenu le 6 juillet à Bonn une réunion prévue dans le cadre de la déclaration transatlantique. Ils en ont rendu compte brièvement devant la presse.

"Le chancelier KOHL, a précisé M. DELORS, a bien voulu organiser cette réunion qui se situe dans le cadre de la déclaration transatlantique de novembre 1990 entre le Canada et l'UE et qui a pour but de renforcer les liens entre le Canada et l'UE. Cette réunion venait à point nommé puisqu'elle a permis de préparer la rencontre du G-7".

"Il y a bien quelques différends entre l'UE et le Canada, quelques problèmes en matière de pêche que nous arriverons à résoudre. Mais le plus important, c'est que le Canada puisse jouer tout son rôle, avec son expérience dans différentes actions menées notamment par l'UE. Alors que nous allons présenter à Naples notre programme d'ensemble de sûreté nucléaire qui vise à arrêter les réacteurs de Tchernobyl, alors qu'il est envisagé un programme d'aide à l'Ukraine pour lui permettre enfin de moderniser son économie, il est important de savoir que le Canada a, dans

- 18 -

ce domaine, une expérience exceptionnelle et il faudra que nous en bénéficions. Ce sera dans les mois qui viennent l'un des sujets essentiels pour renforcer notre coopération".

"Je pense, a ajouté M. CHRETIEN, que nous avons eu des conversations très utiles. La conservation avec l'Union était une grande opportunité puisque le chancelier présidera l'Union européenne pour les six mois à venir et que ce sera les derniers six mois de Jacques DELORS. Il était donc très important de reprendre ces conversations car nous avons en commun quelques problèmes mais plus encore d'opportunités.

Nous avons parlé d'emploi, de croissance économique, de pêche, de la Bosnie, de l'Ukraine; autant de sujet d'intérêt commun et nous avons été en mesure de bien nous préparer pour la rencontre de vendredi à Naples".

Les quelques questions qui ont pu être posées ont porté essentiellement sur la Bosnie, d'éventuelles sanctions en cas de refus par les belligérants du plan de Genève et la possible levée de l'embargo sur les armes en Bosnie.

"Je ne crois pas que le moment soit propice de parler des sanctions", a dit le chancelier KOHL, alors que les Ministres des Affaires étrangères ont présenté hier à Genève un paquet que les parties belligérantes sont appelées à accepter ou refuser. "Il sera temps de parler de sanctions au moment des résultats de ce paquet mais pas maintenant".

"Nous ne sommes pas très heureux de la possibilité de lever l'embargo, a expliqué M. CHRETIEN, parce que cela pourrait entraîner très rapidement le retrait des troupes canadiennes (2.000 canadiens participent à la Forpronu) et très probablement d'autres pays".

D.F. WILLIAMSON, SECRETAIRE GENERAL

